

Un enrichissement réel et de insatisfactions. Partie IV, Les changements structurels de l'économie suisse

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 2016a: **Numéro spécial anniversaire : l'avenir depuis 50 ans avec DP**

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014205>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un enrichissement réel et des insatisfactions

IV. Les changements structurels de l'économie suisse

Jean-Pierre Ghelfi - 18 October 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24499>

L'intérêt d'un anniversaire comme celui des 50 ans de DP est de lever la tête du guidon, de sacrifier la dictature de l'immédiat pour le plaisir du temps (relativement) long, et aussi pour remettre en mémoire des données recouvertes par les multiples couches sédimentaires déposées par les actualités toujours renouvelées de notre quotidien.

Pour commencer, quelques aspects quantitatifs - en soulignant que les statistiques économiques ont été progressivement précisées et affinées au cours de la période considérée. Les séries n'étant pas toujours homogènes, les chiffres et pourcentages indiqués ci-dessous doivent souvent être considérés comme des ordres de grandeur plutôt que comme des données exactes à la décimale.

Produit national

A combien se montait le produit national (PNB) de la Suisse en 1963? 52 milliards de francs. En 2012, c'est douze fois plus, 612 milliards de francs. Mais la population a augmenté. Il y avait 5,8 millions d'habitants, et 8 millions à la fin de l'année dernière. Le PNB par habitant est passé de 9'000 francs à 76'500, soit huit et demi fois plus. D'autre part, d'une date à l'autre, la valeur du franc (son

pouvoir d'achat) a changé. Les prix ont presque été multipliés par quatre (l'indice des prix, sur la base de 100 en 1939, est passé en moyenne annuelle de 201,5 à 759,3). En valeur réelle, le produit national par habitant n'a donc en fin de compte qu'un peu plus que doublé.

Ne jouons pas les blasés. Un doublement du revenu national, par habitant et en valeur réelle, représente une amélioration non négligeable, surtout lorsqu'un ménage compte plus d'une personne. Mais pensons aussi aux efforts consentis pour parvenir à ce résultat. La durée normale du travail durant cette période a en effet peu diminué. Elle était de 45,6 heures par semaine en 1963, et de 41,7 heures en 2012. Calculée sur une année, la diminution du temps de travail a été en réalité un peu plus élevée en tenant compte de l'augmentation des vacances et des jours fériés. Nous n'avons toutefois pas trouvé de chiffres concernant les années 60 pour établir une comparaison précise (le chiffre correspondant pour 2011 est de 1'932 heures pour un travail à temps complet).

Salaires et emplois

Toujours en valeur réelle, et mesurés sur l'ensemble de la période considérée, les salaires ont triplé, pour une population qui est passée de 3 millions de

personnes actives à presque 5 millions, et la rente AVS moyenne a également été multipliée par trois, ce qui reflète assez exactement le double principe de l'adaptation des rentes au renchérissement et à l'évolution des salaires.

Mais l'économie d'aujourd'hui n'est plus celle d'il y a cinquante ans. En 1965, le secteur secondaire (industrie, arts et métiers, construction) comptait 1,465 million d'emplois à plein temps et le secondaire tertiaire (services) 0,863 million, auxquels s'ajoutaient 0,138 million d'emplois à temps partiel. En 2008 (dernier recensement des entreprises), le secteur secondaire employait 1,062 million de personnes et le secteur tertiaire 2,955 millions. Le recul de l'emploi dans le secondaire est de 28% et l'augmentation dans le tertiaire de 342%. Les cols bleus étaient majoritaires. Ils sont devenus très minoritaires.

Au sein de cette modification structurelle de l'économie suisse intervient une autre transformation marquée par une hausse substantielle de l'emploi féminin. Selon le recensement de la population de 1970, les hommes actifs (1,795 million) dans les secteurs secondaire et tertiaire sont presque deux fois plus nombreux que les femmes actives (0,970 million). En

2008, la différence s'est considérablement amenuisée: 2,270 millions d'hommes et 1,747 million de femmes, soit respectivement 56% et 44% de la main-d'œuvre totale.

Sur le 1,747 million de femmes actives, 0,233 million travaillaient dans le secondaire (37% à temps partiel) et 1,514 million dans le tertiaire (56% à temps partiel). S'agissant des hommes, seulement 4,7% travaillaient à temps partiel dans le secondaire et 18,6% dans le tertiaire. En 1970, l'emploi à temps partiel ne concernait qu'un quart des femmes actives.

On peut aussi relever que la structure des entreprises est restée d'une grande stabilité. Aujourd'hui comme hier, la part des petites et moyennes entreprises (PME jusqu'à 250 personnes) représente 99% de l'ensemble, et elles emploient les deux tiers des personnes.

Echanges extérieurs

A force d'entendre parler de mondialisation et de globalisation, on pourrait penser que l'économie suisse s'est elle aussi internationalisée au cours de ces cinquante dernières années. Rien de bien significatif en fait, du moins si l'on considère l'évolution du commerce helvétique avec l'étranger. En 1965, la statistique des douanes indique 15,9 milliards de francs d'importations et 12,9 milliards de francs d'exportations, soit respectivement 31% et 25% du produit national. En 2012, les

chiffres correspondants s'établissent à 176,8 milliards pour les importations et 200,6 milliards pour les exportations, soit 29% et 33% du produit national.

Le seul changement, d'importance il est vrai, qu'on observe est que la balance commerciale de la Suisse, traditionnellement déficitaire (davantage d'importations que d'exportations) tout au long du 20e siècle, est devenue bénéficiaire à partir de 1993. Non seulement elle est restée bénéficiaire depuis lors (sauf en 2000 et 2001), mais l'écart n'a cessé d'augmenter, pour dépasser les 20 milliards de francs à partir de 2010. Autrement dit, malgré la concurrence des pays à bas salaires, l'économie suisse est parvenue à maintenir la compétitivité de ses produits.

Revalorisation du franc

La cause du basculement d'une balance commerciale, de déficitaire à bénéficiaire, découle de la hausse constante de la valeur extérieure du franc, depuis l'introduction des taux de changes flottants au début des années 70. Cette revalorisation se traduit par une amélioration régulière du pouvoir d'achat (extérieur) de la monnaie et permet ainsi de payer moins cher les produits achetés à l'étranger. Autrement dit, nos importations ne diminuent pas ou ne croissent pas plus lentement que les exportations, mais il faut déboursier moins d'argent pour satisfaire nos besoins de produits et de

marchandises achetées à l'étranger.

Cette dernière observation relance une controverse ancienne concernant la détermination du produit national. L'Office fédéral de la statistique, suivant en cela les nomenclatures internationales, ignore superbement la problématique de la revalorisation du franc et la traite comme un phénomène purement monétaire. Pourtant, à l'évidence, ce phénomène est loin d'être purement monétaire puisqu'il a une incidence non négligeable sur le calcul de notre richesse collective.

Avoirs à l'étranger

Comme nous l'avons relevé plus haut, le solde de la balance commerciale était traditionnellement déficitaire. Cette situation a pour conséquence que les balances des services et des capitaux devaient être excédentaires puisque la balance des paiements (qui englobe les trois précédentes balances) doit être au moins équilibrée pour l'ensemble de nos transactions avec le reste du monde. C'était le cas jusque vers le milieu des années 60, mais à partir de 1966 la balance des paiements devient excédentaire (sauf en 1980), et pour des montants de plus en plus considérables: 7 milliards de francs en 1975, 12 milliards en 1985, 24 milliards en 1995, 65 milliards en 2005.

Grâce à ses excédents d'épargne, la Suisse a pu procéder à des investissements

toujours plus importants à l'étranger (IDE: investissements directs à l'étranger). Ils atteignaient en 2011 la somme considérable de 1'000 milliards de francs, représentant près de 3'000'000 d'emplois à l'étranger. En sens inverse, les investissements étrangers en Suisse s'établissaient à un peu plus de 600 milliards pour un nombre d'emplois que la statistique suisse n'indique pas. Précisons qu'on ne dispose pas de chiffres correspondant aux années 60 (pour plus de détails, voir la [publication](#) de la BNS ainsi que l'annexe statistique de [La vie économique](#)).

Les richesses accumulées en Suisse autant qu'à l'étranger ont pour effet quasi mécanique d'entraîner la monnaie helvétique dans un processus de revalorisation permanent, qui peut entraîner de très sérieuses difficultés à l'industrie d'exportation (le tourisme compte comme industrie d'exportation) lors de fortes perturbations des marchés financiers dans le monde - d'où par exemple la décision prise le 6 septembre 2011 par la Banque nationale de fixer un cours plancher de 1,20 franc à l'euro.

Capitalisme rhénan et capitalisme financier

Au cours du demi-siècle considéré, tout ne s'est cependant pas déroulé de manière uniforme. On peut considérer qu'il y a eu deux périodes distinctes. L'une va, en gros, de 1960 à 1980 et

l'autre intervient dès le début des années 80. Nous dirons de la première qu'elle se caractérise par ce que l'on nomme le [capitalisme rhénan](#), et la seconde par le capitalisme financier, pour reprendre la terminologie proposée en 1991 par Michel Albert dans son livre [Capitalisme contre capitalisme](#).

On pourrait aussi dire de la première qu'elle est de tendance plutôt sociale-démocrate alors que la seconde est néolibérale. L'un des repères que l'on peut proposer est celui de l'évolution du rôle des pouvoirs publics, qui s'accroît dans les décennies 60 et 70 alors que depuis les années 80 la mode est davantage à la déréglementation et la privatisation, avec les deux figures de proue que sont Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux Etats-Unis. Mais le parti radical n'a pas été en reste puisque son slogan du «*moins d'Etat*» est antérieur à l'élection des deux personnes mentionnées ci-dessus. Les retombées du changement de paradigme des années 80 n'ont d'ailleurs pas tardé à se manifester pour les salariés et salariées. Près des trois quarts de la hausse des salaires réels mentionnée précédemment a eu lieu entre 1960 et 1980, et un quart seulement au cours des 30 dernières années.

Inégalités

De nombreuses études sur les inégalités sociales montrent que l'éventail des revenus a eu

tendance à se réduire (pas seulement en Suisse, mais dans tous les pays développés) durant les années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale. La tendance s'est inversée depuis les années 80.

La dernière étude sur la richesse mondiale de Credit Suisse ([World Wealth Report](#)) indique qu'elle a atteint un niveau inégalé de 241'000 milliards de dollars. Les 10% les plus riches en détiennent 86% et le 1% supérieur 46% à lui seul.

Rien n'illustre mieux ce renversement de tendance que les débats autour de l'initiative Minder sur les salaires abusifs, ceux en cours sur l'initiative de la Jeunesse socialiste 1:12 et sur celle de l'Union syndicale suisse sur le salaire minimum à 4'000 francs. La question des rémunérations excessives et, derrière elle, celle de l'accumulation de richesses considérables par une petite caste de *managers* exaspère une partie de la population.

Dans les années 60, personne n'aurait probablement eu l'idée de lancer une initiative telle que 1:12, car les cas où cette proportion était dépassée devaient être très rares. Le fait qu'aujourd'hui le débat s'enflamme au sujet de ce texte, et que les milieux économiques prédisent les pires catastrophes au cas où il venait à être accepté, est une claire indication que l'éventail des salaires s'est considérablement élargi, notamment sous l'influence des mœurs managériales anglo-

saxonnes. Cette évolution a été favorisée par la présence toujours plus marquée de sociétés multinationales dont l'une des caractéristiques est d'offrir des emplois généralement extrêmement bien rémunérés à leurs dirigeants et à leurs cadres, le plus souvent étrangers eux-mêmes.

Conclura-t-on que la Suisse a

sacrifié son âme au capitalisme financier? Ou bien dira-t-on que ce pays s'insère dans un mouvement qu'il n'aspire qu'à suivre? Les avantages fiscaux décidés par le canton de Zoug pour accueillir des *holdings* et autres sociétés de domicile remontent aux années 30! Tous les cantons, avec des fortunes diverses, en ont fait de même depuis lors en déroulant les

tapis rouges et en consentant des facilités et des avantages fiscaux en veux-tu en voilà pour les accueillir. Au point d'ailleurs que la fiscalité des personnes morales s'en trouve maintenant chamboulée et que le moins-disant fiscal a pris le dessus. Ne recueille-t-on pas aujourd'hui les fruits empoisonnés des graines semées ces dernières décennies?

Les très grandes affaires du marché de détail

V. Consommation et distribution

Yvette Jaggi - 18 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24724>

Dans les années 60, la Suisse a connu, comme les pays développés et avec un certain retard par rapport aux Etats-Unis, une profonde transformation: l'avènement d'une société de consommation de masse dans laquelle les ménages achètent toujours davantage de biens et de services toujours plus diversifiés.

Même encore mal consolidés, les comptes nationaux reflètent cette évolution. Entre 1961 et 1970, la consommation privée à prix constants augmente dans une proportion record de 48%, jamais retrouvée depuis lors, sans que ces dépenses ne dépassent les revenus salariaux encaissés par les ménages au cours de la décennie la plus prospère des Trente Glorieuses. Malgré un léger fléchissement depuis le

tournant du siècle, la consommation des ménages représente toujours près de 60% du produit intérieur brut dont elle reste donc la principale composante. Comme telle, elle joue un rôle primordial dans toute politique conjoncturelle qui associe souvent croissance à dépenses autant qu'à revenus.

Abondance, gaspillage et discussion

Domaine Public a d'emblée perçu l'émergence d'une société d'abondance et promptement dénoncé les inéluctables gaspillages qu'elle entraîne - et dont elle se nourrit même. C'était le thème du n° 17, conclu par un éditorial consacré à cette forme de luxe contemporain: perdre délibérément du temps et de l'énergie sans souci d'efficacité

ni de rationalité, en toute gratuité dans un but de don, d'épanouissement ou de pur plaisir. Mais voilà, *«la faible tenue de notre civilisation se mesure au fait que l'on gaspille beaucoup de biens sans joie; et surtout que l'on dilapide des forces, que l'on galvaude des énergies sans qu'elles soient créatrices. Nous nous offrons peu le luxe de libertés nouvelles»*.

Cette apologie de la gratuité a inspiré une longue lettre à l'écrivain Yves Velan. Sa réaction et le dialogue qui s'ensuit se présentent sous la forme d'un entretien, transcrit dans le n° 23, sur le thème *«de la fête à la consommation sans joie»*. En jeu: la part de la valeur économique attachée à toute activité apparemment inutile, du type éducation, culture, création, promenade.